



Douze conseils pour faire échouer une politique progressiste

Par Jean Blairon

Il est des livres dont la relecture, en tant que telle, même après que des années se soient passées, se révèle porteuse d'enseignements précieux pour le présent. Il en est ainsi de la somme produite par Pierre Bourdieu en 1993, sous le titre *La misère du monde*.

On sait que les représentations courantes majoritaires ont prêté au travail de Pierre Bourdieu un caractère déterministe : il se serait « contenté » de montrer en quoi des causes de structure expliquent les faits, les situations, les rapports de force et se serait fait ainsi le porte-parole d'une vision qui met la reproduction des rapports de force au poste de commande : le sociologue n'a pas été épargné par les reproches cumulés de radicalisme, d'utopie, de moralisation et de démoralisation.

A relire *La misère du monde*, il saute aux yeux que rien n'est moins vrai : de manière récurrente, au contraire, Pierre Bourdieu montre, à partir d'enquêtes de terrain et d'un travail d'analyse, certes sur les causes de structure qui permettent de mettre les faits en perspective, quelles sont les marges de manoeuvre réelles qui se dégagent pour l'action.

Marges de manoeuvre situationnelles (locales) autant que politiques (globales) :

« S'il m'a paru nécessaire d'évoquer une des séries causales qui mènent des lieux les plus centraux de l'État jusqu'aux régions les plus déshéritées du monde social, en mettant l'accent, du même coup, sur la dimension proprement politique des processus, sans doute infiniment plus

complexes, qui ont conduit à un état des choses en fait jamais pensé ni voulu par personne, ce n'est pas pour sacrifier à la logique de la dénonciation et du procès, **mais pour essayer d'ouvrir des possibilités à une action rationnelle visant à défaire ou à refaire ce que l'histoire a fait.** »¹

Par un tour de passe-passe qui caractérise notre époque, comme nous l'avons vu, ce sont précisément ceux qui reprochent à Bourdieu de n'avoir qu'une vision déterministe et désenchantée, qui ont contribué à la promotion tous azimuts d'un laisser-faire (une dérégulation, une déréglementation, un démantèlement de la puissance publique pour un abandon complet aux « marchés », ou au libéralisme jusque dans le management des services publics) qui a permis la reproduction des inégalités ou leur renforcement (puisqu'il a rendu les forts plus forts et les faibles plus faibles)².

Quoi qu'il en soit, pendant que toute l'attention médiatique se porte sur la sphère financière (où de savoureuses interviews, comme celle des dirigeants de BNP Paribas, font profession de foi de s'occuper désormais de « l'économie réelle »), la **société réelle** continue à se débattre avec la misère grandissante ; certains acteurs, tant associatifs que publics, en ont pris conscience depuis bien longtemps et des politiques progressistes tentent de renverser cette tendance lourde, avec beaucoup de difficultés et en prenant beaucoup de risques.



C'est la raison pour laquelle nous nous proposons ici de relire **en quelque sorte à l'envers** les analyses de *La misère du monde*, et montrer comment on peut dégager du travail de Pierre Bourdieu un **guide inversé**, définissant les manières de **ne pas** donner toutes ses chances à l'action. Nous allons en effet en dégager douze manières de faire échouer (même sans l'avoir voulu) une politique progressiste, voire faire porter son échec sur ceux qui ont eu le courage de l'expérimenter ou de la soutenir.

Ce faisant, nous ne voulons pas oeuvrer au désenchantement et prôner l'abandon, que du contraire : nous espérons contribuer à soutenir les acteurs qui n'ont pas attendu la présente crise et ses révisions plus ou moins profondes ou sincères pour tenter d'enrayer la dégradation des conditions de vie de tant de nos concitoyens.

Mais dans la mesure où ces acteurs sont sans cesse soumis, au travers de leurs actions ou des politiques qu'ils entendent mener, au risque de voir réintroduire ce qu'ils espèrent combattre (par exemple des politiques inégalitaires) voire au risque de voir se retourner les actions entreprises contre ceux à qui elles devraient profiter, nous fournissons ici un **relevé critique des manières de retourner ou d'enliser une politique ou une action progressiste**, qui devrait soutenir leurs promoteurs, dans les débats qu'ils doivent mener au quotidien, parfois dans une grande solitude.

1. *Ne pas agir sur les causes, ni même chercher à les identifier et surtout ne pas en tenir compte pour dégager le sens de l'action*

Pierre Bourdieu en donne un exemple criant dans les politiques de logement : dans les années 70, en France, lorsque l'Etat (c'est-à-dire les choix de Giscard d'Estaing et de son secrétaire d'Etat au logement Jacques Barrot) décide de remplacer « l'aide à la pierre » par « l'aide à la personne », il enclenche une série causale qui déterminera « l'apparition des lieux de relégation où, sous l'effet de la crise économique et du chômage, se trouvent concentrées les populations les plus démunies. »³

Beaucoup préféreront évidemment parler de « la crise de banlieues « islamisées »... ».

Lorsque l'on constate un manque de « mixité sociale » dans l'enseignement, ou que l'on s'interroge sur la politique de relégation dans certaines écoles ou dans certaines filières, prend-on en compte le changement de mode de subventionnement des institutions⁴ qui fit en sorte que un élève = un capital horaire organisable ? Ce nouveau mode de calcul introduisit une logique individualiste, un état de concurrence de fait entre établissements, un mode de chantage particulier (chaque élève est en mesure de fragiliser l'institution puisque l'organisation de l'offre d'enseignement est directement liée à sa présence), une dépendance de l'institution par rapport à sa « réputation » (ce qui a conduit à taire bien des problèmes qui ont ensuite été attribués à une « montée de la violence chez les jeunes »).

2. *Imaginer des politiques ambitieuses impliquant une coordination inédite ; créer des postes de coordination sans les doter des moyens nécessaires*

Il s'agit somme toute du paradoxe qui conduit à « faire faire le plus (une politique



coordonnée) par le moins (souvent une fonction isolée)».

On relira avec intérêt l'interview de Pascale R.⁵ qui, payée par la municipalité, est supposée être liée à une structure extérieure (sic), doit coordonner 17 directions départementales qui ne se rencontrent jamais, tout en devant les solliciter budgétairement, ainsi que des techniciens régionaux, n'ayant pas le pouvoir de décision budgétaire (ce pouvoir est réservé aux élus).

L'intérêt de cette interview est de pouvoir comparer deux situations (liées à deux postes successifs dans des endroits différents): la même personne occupe en effet un premier poste dont la structuration lui laisse un certain pouvoir ; sa réussite (notamment liée à la mobilisation des bénéficiaires eux-mêmes, qui participent aux décisions qui les concernent) entraîne son licenciement ; dans le second cas de figure, elle n'a aucun pouvoir...

On pense à de nombreux exemples dans notre pays, comme la coordination locale (par arrondissement judiciaire) des politiques d'aide à la jeunesse.

3. *Créer de nouvelles fonctions d'aide sans ressources prévues pour ceux qui réussissent à remobiliser par leur action*

Pascale R., évoquée ci-dessus, responsable d'une politique de logement, constate par exemple :

« Je crois que ceux qui ont affaire à ces personnes qui attendent quelque chose de la société arrivent très vite à la réponse : pour la plupart ils attendent un travail ! Et justement, on n'est pas là pour leur apporter un travail ! Donc c'est le décalage qu'on voit très vite. »⁶

On peut imaginer les effets de ce désaccord criant, notamment sur les professionnels qui, par leur énergie, arrivent à renouer une relation, à redonner en partie espoir et qui se trouvent confrontées à une impuissance que personne ne semble prêt à reconnaître. C'est notamment le cas des politiques de relogement volontaire où l'on accepte qu'une énergie gigantesque soit mise en oeuvre pour convaincre des personnes précarisées de « bouger », sans qu'aucun effort sur la structure de l'offre n'en dégage ne serait-ce qu'un début de possibilité réelle. Le plan « Habitat permanent » de la Région wallonne a été confronté à ce risque et tente d'y échapper au quotidien.

4. *Mélanger les fonctions d'aide et de contrôle de telle manière que l'on puisse se servir de l'une pour augmenter l'autre sans crier gare. On peut raffiner en mélangeant (en mettant en concurrence) les logiques publiques et associatives, voire en introduisant une dyslexie entre elles*

Les nouvelles politiques d'emploi en sont un exemple criant. Sous prétexte d'« activer » des personnes que l'on juge donc en préalable « désactivées » (de quoi parle-t-on dans ce cas ? Ceux qui en parlent connaissent-il la réalité des personnes dont question ?), on mobilise des technologies (comme le jobpass, ou « l'adressage ») dont le seul résultat tangible est d'offrir moins de droits (ou plus de droits du tout). La « mobilisation » des acteurs qui est ainsi mise en place se fait, in fine, *contre* les bénéficiaires...parfois de façon surprenante : les services publics, garants de l'intérêt collectif, oeuvrent pour moins de droits ; les associations, garantes de « l'écoute des silences », sont sommées de transmettre



des informations permettant la détection et l'exclusion...

5. Il peut à ce stade être utile de reporter les porte-à-faux de toute la chaîne sur les bénéficiaires eux-mêmes, en les accusant d'en être l'origine

Il suffit pour la cause d'un peu de cécité et de mauvaise foi. Cécité sur les situations réelles et la misère effective, mauvaise foi dans l'interprétation des comportements. La définition de mesures invitant les bénéficiaires à se mobiliser « sur base volontaire obligée » peut évidemment être d'un apport précieux en la matière.

Il est utile en l'occurrence de rappeler que les pratiques de « double contrainte » sont doublement contraignantes : pour leurs destinataires, certes, mais aussi pour leurs destinataires...

Il reste qu'au total, ceux qui résisteront à cette mobilisation volontaire contrainte pourront être accusés « d'avoir choisi leur sort »...

6. Evaluer sur de faux critères, demander des résultats qui ne peuvent être obtenus

La « nouvelle » « culture des résultats » importée dans les secteurs associatif et public est ici au centre des préoccupations. Elle contrevient très souvent aux règles élémentaires de la pensée scientifique, tout en prétendant s'appuyer sur elle.

Pensons en l'occurrence au plan « habitat permanent », qui souhaite se préoccuper des conditions de logement parfois très précaires dans les campings et parcs résidentiels.

Si l'on « évalue » (c'est-à-dire si on contrôle) les résultats de cette politique, il faut

à tout le moins respecter la règle du corpus de référence. Ainsi, pour des communes au sein desquelles il n'existait pas de possibilité de relogement, les « résultats » doivent s'estimer par rapport à un nombre 1 (pour ne pas dire zéro). De même, pour les communes qui ont pratiqué l'expulsion plus ou moins camouflée (c'est-à-dire qui ont déplacé le problème vers une autre commune), les « relogements » avoisinent l'unité (pour ne pas dire zéro)...

En matière de « résultats », puisqu'il semble s'agir d'une « nouvelle » « culture », nous aimerions demander que soient calculés les résultats réels de la « modernisation » de la CGER et du Crédit Communal, ainsi que les résultats à court, moyen et long terme des actions menées par Rik Daems lorsqu'il était responsable des « entreprises publiques » (c'est-à-dire leur vente voire de leur liquidation)... Aura-t-on le courage et la possibilité de faire ces bilans ?

7. Rassembler des administrations pour mettre en oeuvre une action concertée, mais en laissant chacune d'elle imposer les « cases » dont elle ne veut pas sortir ; si on a pu dépasser ce point, réintroduire un nouveau partenaire qui fait reculer tous les autres, voire qui compromet leurs réussites antérieures

Comme l'exprime très fermement Pierre Bourdieu :

« Le travail de terrain n'a de sens que s'il se double d'un effort permanent pour convaincre, une à une, des administrations enfermées dans leurs routines et peu préparées à soutenir les actions « extra-bureaucratiques » des travailleurs sociaux ».⁷



Cette condition est d'autant plus prégnante, évidemment, lorsqu'il s'agit de politiques nouvelles qui interviennent dans des situations qu'on a laissé se dégrader pendant de nombreuses années, qu'on a « oubliées », et sur lesquelles on met tout-à-coup le projecteur...

8. Ne pas contrer les abus médiatiques et la privation de sens qu'ils imposent

Le dit projecteur est malheureusement souvent médiatique, très peu préparé, lui non plus, à un traitement de la réalité autre que dramatisé, ce qui conduit souvent à l'adoption de points de vue erronés, voire contraires au sens de l'action. Les exemples sont malheureusement innombrables.⁸

9. Laisser circuler chez les professionnels des représentations qui permettent de culpabiliser les victimes et de les rendre responsables de leur malheur : introduire de telles représentations par des formations appropriées.

Le thème se passe de commentaire, voire d'illustration.

Pensons néanmoins à la représentation « nouvelle » de « fraude sociale », qui qualifie les souffrances de tant de nos concitoyens, et fait l'impasse avec une facilité déconcertante sur les situations réelles (équilibres précaires basés sur des mécanismes de survie, solidarités par exemple familiales non prises en compte, oubli de l'histoire, comme la perte des droits inconditionnels au profit de droits partiels conditionnés à des comportements hautement improbables...).

10. Mettre tout à coup au poste de commande de nouvelles lectures de la situation dont l'indécence et la mauvaise foi

sont telles qu'elles suffisent souvent à démoraliser tous ceux qui se sont mobilisés ou auraient envie de le faire.

C'est évidemment le cas de la vulgate de « l'Etat social actif » et des politiques « d'activation », puisque la dite « activité » se caractérise souvent par la démission de l'Etat et par la pratique « décomplexée » de l'exclusion.

11. Lorsqu'on est confronté à une impasse, critiquer ceux qui sont porteurs des politiques progressistes (et qui subissent tous les risques et toutes les contraintes) et leurs alliés, de telle sorte qu'ils en sortent affaiblis et que leur politique enrayée puisse être remplacée par une autre, en sens inverse, qui « réussira ».

C'est évidemment le piège ultime : faire porter les insatisfactions et les critiques non sur ceux qui rendent les politiques progressistes impossibles, mais sur ceux qui doivent les mettre en oeuvre.

Nous disposons par exemple d'un Secrétaire d'Etat à la Pauvreté compétent et énergique ; il serait utile de comparer les moyens qui ont été mis à sa disposition avec ceux qui ont été mobilisés par le même niveau de pouvoir pour sauver les « banques systémiques » (là le « système » semble pris en compte), voire leurs actionnaires...

La critique est d'ailleurs souvent d'autant plus féroce qu'elle s'adresse aux proches (partis progressistes, et en leur sein les protagonistes sincères de politiques qui vont à contre-courant).

12. Il n'y a plus à ce stade qu'à « naturaliser » la séquence en renforçant la logique dominante

Quelques « généralisations » abusives et faciles suffisent alors pour référer la pro-



blématique à ce qu'elle n'est pas et à l'inscrire dans la « nature » des choses.

Revenons une fois encore à l'exemple de Pascale R., chef de projet dans le Nord de la France, interrogée par l'équipe de Pierre Bourdieu dans le cadre de sa « mission impossible » ; le sociologue a ce commentaire frappant :

« La recherche d'un système explicatif bien fondé n'a en effet, en ce cas, rien de gratuit : les lieux de relégation, et leurs habitants, sont devenus, par les problèmes qu'ils posent, un des enjeux majeurs de la lutte politique et il est important de faire pièce aux explications dont le caractère hautement fantaisiste apparaîtrait immédiatement si elles ne venaient pas réveiller les fantasmes les plus anciens de la tradition occidentale (je pense par exemple à cette variante mal euphémisée de l'explication raciste que représente l'invocation du caractère exceptionnel de la tradition islamique, instituée en fondement d'une altérité radicale et définitive). »⁹

Conclusion

L'actualité des analyses de l'équipe de Pierre Bourdieu est confondante. Toutefois, nous montrerons dans une autre analyse que le principe explicatif qui prévalait à l'époque - la « schizophrénie » d'un Etat dont « la main droite » (garante des activités économiques) ne savait plus rien ou ne voulait plus rien savoir des contraintes auxquelles était confrontée « sa main gauche » (les fonctions sociales) - a en quelque sorte été « dépassé » par un fonctionnement plus grave encore : la « bonté perverse » promue par la main droite de l'Etat, envahie par la domination libérale, qui se penche sur l'exclusion en prétendant de façon fallacieuse donner

l'occasion à ses victimes de « s'en sortir » et en les punissant de leur mauvaise volonté à accepter tant de bonté et de mansuétude...

Notes

- 1 P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 226. Nous ne livrons ici qu'une occurrence de ce type de prise de position parmi les très nombreuses qui eussent été possibles.
- 2 A l'heure où il est curieusement attendu des Etats qu'ils agissent sur l'économie globalisée pour la sauver d'une crise sans précédent, procèdera-t-on à une révision profonde, mettant en cause **tous** les postulats du libéralisme, ou se contentera-t-on d'un discours de façade permettant un sauvetage, pour faire par après **encore plus de la même chose** ?
- 3 P. Bourdieu (dir.), *op. Cit.*, p. 220.
- 4 En abrégé, il s'agit de la norme « NTPP », so)
- 5 « Une mission impossible », *op. Cit.*, pp. 229 et sq.
- 6 *Ibidem*, p. 240.
- 7 *Ibidem*, p. 239.
- 8 Pour une étude du rôle des médias dans les réponses aux nouvelles questions sociales, voir J. Fastrès, « Le rôle des médias dans la question publique : l'oeuf ou la poule ? », in <http://www.intermag.be>
- 9 *Ibidem*, p. 227.